

## **Contribution de René RAFFARD :**

*Soirée conférence Philo et Partage : La solidarité nécessité et limites, 19 février 2015*

Un questionnement sur les limites générales de la solidarité.

D'abord un témoignage à partir de plusieurs réalités que j'ai constatées ou vécues sur une trentaine d'années.

Au cours d'un voyage en Grande-Bretagne (été 1983), un premier constat m'avait touché : le nombre important de personnes faisant la quête dans les rues pour telle ou telle œuvre caritative.

Plus tard, vers la fin des années 80, c'était le nombre devenu important des personnes malheureuses calées dans des coins de porte dans les rues de Paris (des sdf, comme on dit pudiquement).

En tant qu'enseignant j'ai vu basculer en deux ou trois ans un quartier dans les difficultés, dans la précarité, puis la misère sociale.

En tant que militant d'une association sans but lucratif qui gère un centre de vacances, j'ai vu la proportion d'enfants, de familles en besoin d'aide augmenter jusqu'à dépasser la moitié de l'effectif.

Aujourd'hui ?

Parallèlement, les aides publiques sont constamment en baisse.

Parallèlement, dans notre pays se sont multipliées les sollicitations (courrier postal, courrier Internet, journaux, radios, tétés...) pour faire appel à la « générosité », à la « solidarité »... C'est devenu une activité organisée, programmée... ! Une espèce d'entreprise !

Et pourtant la Constitution ne confie-t-elle pas à l'État le devoir de solidarité !

Sans montrer du doigt en aucune façon, celles et ceux qui œuvrent pour telle ou telle association d'aide, je me demande si un jour, nous ne nous réveillerons pas, par exemple sans aucune Sécurité Sociale, et qu'alors les formes de collectes comme, par exemple les grandes manifestations télévisées avec show et vedettes... remplaceront la Sécu.

Je me demande si en pratiquant de telles actions (dont, encore une fois, je ne nie pas le dévouement de celles et ceux qui les font vivre) nous ne nous inscrivons pas, involontairement, inconsciemment, dans l'engrenage de l'abandon progressif de la solidarité nationale.

En guise de résumé : résister c'est agir.

Je n'arrive pas à m'inscrire dans cette fatalité qui détruit méthodiquement l'État qui-ne-peut-pas-tout.

Soit nous acceptons cette réalité qui dépossède l'État de ses devoirs et des moyens qu'il doit mettre pour accomplir ses devoirs. Alors nous acceptons l'austérité sans cesse rabâchée (TINA, There Is No Alternative assenait M. Thatcher), et les misères vont continuer d'empirer, les associations de bénévoles ne « soigneront » que les effets et de plus en plus difficilement, et jamais nous ne nous occuperons des causes de la misère. Et nous accepterons cette société en déplorant (peut-être) voire en ignorant que 1 % des plus riches de la planète possèdent autant que les 99 autres %.

Soit nous remettons en cause cette réalité, et nous recherchons une autre société avec nos réponses et nos espoirs. Utopie ? Mais les idées et les références évoquées, souhaitées, ce soir par les uns et les autres, telles : *servir le plus souffrant que soi, vivre ensemble, le bien commun, et le Programme du Conseil National de la Résistance : les Jours Heureux (qui a fondé, entre autres, la sécurité Sociale)*, ne sont-elles pas des utopies ? Dont les réalisations, même incomplètes, ont été, sont encore, utiles particulièrement aux plus démunis.

À nous de choisir : Se reposer ou être libre (Cornélius CASTORIADIS). Mais est-ce vraiment un choix ?

René Raffard